

Une campagne de presse en faveur des candidatures féminines à l'Internat des Hôpitaux de Paris en 1884 *

par André CORNET et Anna CORNET **

L'accession des femmes à la profession médicale s'est accomplie en France un peu plus tôt que dans les autres pays d'Europe, au cours du dernier tiers du XIXe siècle, et vingt ans plus tard qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Le nom de Madeleine Gemelin-Bres (4), est resté célèbre dans les annales du féminisme médical, puisqu'elle fut la première à s'inscrire en 1869, à la Faculté de Médecine de Paris. L'autorisation lui fut donnée par le ministre Victor Duruy, sous la pression, dit-on, de l'impératrice Eugénie (6). Trois étudiantes étrangères bénéficièrent de la même faveur, créant, ainsi, un précédent sur lequel l'administration ne devait pas revenir.

Les femmes ne furent pas admises pour autant à se présenter au Concours de l'Externat des Hôpitaux de Paris, et, de ce fait, restaient exclues de tous les Concours Hospitaliers. De nombreuses publications, et notamment celles de Madame Sorrel-Dejerine (8-9) ont relaté les principaux épisodes de la lutte qui opposa les étudiantes en médecine, injustement frustrées de leurs droits, aux autorités administratives, demeurées réticentes aux thèses féministes. En 1882, le Concours de l'Externat, ouvert pour la première fois aux femmes comptait deux lauréates : l'une française, Blanche Edwards, la seconde américaine, Augusta Klumpke, toutes deux nommées dans un bon rang.

Les promotions suivantes confirmèrent les premiers succès féminins, avec trois nominations à chacun des concours de 1883 et 1884, deux autres en 1885, et la liste n'était pas close. Par une étrange aberration, la Direction de l'Assistance Publique demeurait hostile au recrutement des femmes pour l'Internat. Cette position était d'autant plus paradoxale que le règlement de l'Externat exigeait des élèves de deuxième et de troisième année, l'obligation de se présenter aux épreuves écrites de l'Internat, sous peine de radiation, ce que ne manqua pas de souligner Augusta Klumpke, dans une lettre adressée à Monsieur Quentin, Directeur général de l'Assistance Publique.

* Comité de lecture du 29 janvier 1994 de la Société française d'Histoire de la Médecine.

** 83 rue Pierre Demours, 75017 Paris.

De toute évidence, l'Administration ne souhaitait pas heurter une importante fraction du corps médical, hostile à l'entrée des femmes dans les universités, et principalement en médecine. Elu en 1875, le doyen Alfred Vulpian, puis son successeur Jules Béclard à partir de 1881, avaient affirmé tous deux, des opinions antiféministes à la Faculté de Médecine de Paris, comme l'avait rappelé à cette tribune, le professeur André Sicard (7).

Différents périodiques, parmi lesquels la *France Médicale*, le *Progrès Médical*, firent paraître des articles fort désobligeants pour les candidates (3). L'attaque, déclenchée sous la pression de l'Association des Internes, était, à l'évidence, aussi ridicule que maladroite. Au même moment, circulaient des pétitions signées des chefs de service, médecins et chirurgiens des Hôpitaux, prenant parti pour l'une ou l'autre des thèses en présence.

Les tenants du féminisme saisirent l'occasion, et décidèrent de porter la question à la connaissance du public, par la voie de la presse, dans le but avoué d'influencer la décision qu'ils attendaient du gouvernement. Le procédé n'était pas nouveau, mais il permettait de mettre en évidence les réticences administratives et de tester la bonne volonté gouvernementale, en bénéficiant de mesures qui découlaient, d'ailleurs, de la législation sur la liberté de la presse depuis le 29 juillet 1881.

Sous l'effet de cette nouvelle loi, la diffusion des journaux français avait connu une remarquable expansion, au cours des trois années qui venaient de s'écouler (1). Le succès de la presse résultait, certes, de la mise en application des deux principes fondamentaux, la liberté de publication, et la liberté d'entreprise, qui écartaient toute mesure administrative préventive, facilement sollicitée jusque-là, par le pouvoir en place.

La loi parue, les quotidiens parisiens virent leurs tirages s'élever immédiatement, et atteindre bientôt deux millions d'exemplaires, pour les quatre-vingt-dix titres grand format, qui se partageaient l'opinion. Le prix de la plupart d'entre eux était fixé à quinze centimes le numéro. Certains qui visaient une clientèle populaire se vendaient cinq centimes seulement. Il faut ajouter que les progrès techniques favorisaient grandement l'expansion de la presse. Au cours des dernières années, l'ingénieur français Marinoni avait mis au point des rotatives très performantes, qui parvenaient à sortir à l'heure, vingt mille exemplaires de quatre pages, pliage compris (1).

En tête de la presse de la capitale, se plaçait le *Petit Journal*, suivi de la *Petite République*. Le premier tirait à six cent mille exemplaires, le second ne dépassait pas les deux cent mille, tous deux d'opinion républicaine, de tendance modérée. A vrai dire, la campagne de presse en faveur de la thèse féministe à l'Internat des Hôpitaux ne concernera que certaines rédactions. Les deux candidates, indifférentes l'une et l'autre aux partis politiques, ne l'ignoraient pas. A coup sûr, elles étaient impatientes de voir sortir rapidement les articles promis, et dans une lettre destinée à sa consœur Blanche Edwards, le 18 septembre 1884, Augusta Klumpke s'exprimait ainsi : "La campagne de l'Internat marche ferme, et je crois que nous aurons le dessus. Soyez tranquille, elle est bien menée, et tout le monde marche bien. Paul Bert écrit au Ministre en leur faveur, et fera paraître un article dans le *Voltaire* après-demain".

De son côté, le docteur Jules Dejerine, médecin des Hôpitaux de Paris, adressait à Augusta Klumpke ses informations personnelles : "Episode intéressant de la campagne, Desprez a écrit au *National* une lettre que Gautier m'a montrée. La campagne se dessi-

ne très bien”. Déjà, le même Hippolyte Gautier avait fait paraître dans le *National*, en date du 4 septembre 1884, un premier article suivi bientôt de deux autres les 17 et 22 septembre. Les opinions exprimées dans les colonnes de ce journal correspondaient à celles de la gauche républicaine, mais le *National* était aussi un organe d'affaires. Son tirage se limitait à 18 000 exemplaires ; les articles d'Hippolyte Gautier réfutaient les arguments ridicules couramment cités contre les femmes candidates à l'Internat. Les étudiantes entendraient, en Salle de Garde, des propos inconvenants que tiendraient leurs collègues masculins, l'infériorité scientifique des femmes était bien connue, autant que leur incapacité physique pour assurer de longues gardes ou intervenir chirurgicalement, sans compter l'influence sentimentale qu'elles pourraient exercer sur leurs chefs de service. Hippolyte Gautier n'avait pas eu de peine à démontrer la pauvreté et l'enfantillage de ces motifs, sous lesquels se cachaient des raisons assez mesquines d'égoïsme et d'amour propre masculins. Pour sa part, il invitait l'Administration à orienter les futures lauréates sur les Services de Maternité et de Pédiatrie.

A son tour, les 11 et 16 septembre, le quotidien *Paris* consacrait deux articles bien structurés, reprenant les mêmes thèmes en faveur des candidatures féminines. Fondé en 1881, par Charles Laurent, subventionné par les banquiers Veil-Picard, le *Paris* avait pour directeur politique Arthur Ranc. Il exprimait les idées défendues par Waldeck-Rousseau. Le tirage ne dépassait pas 18 000 exemplaires. Les articles signés docteur Menippe, soulignaient l'importance d'ouvrir les carrières administratives aux femmes, mais aussi les carrières scientifiques, les grandes Ecoles, et bien sûr l'Internat.

La Nouvelle Presse, quotidien du soir, reprenait les mêmes thèmes le 16 septembre, concluant à l'habituelle subtilité intellectuelle des femmes, facteur de supériorité sur leurs collègues masculins.

Le 21 septembre, le *Rappel*, journal radical, apportait sa contribution à la cause féminine sous le couvert de l'anonymat “une lectrice assidue”, exprimait sa déception vis-à-vis de l'Assistance publique, coupable, à ses yeux, de ne pas avoir tenu compte du vote de son Conseil de Surveillance. Celui-ci, par 9 voix contre 5, avait rendu un verdict favorable aux candidates à l'Internat. La clientèle du *Rappel* se recrutait chez les artisans, les étudiants, mais aussi dans le monde des ouvriers évolués. La direction politique, confiée à Auguste Vaquerie et Paul Meurice comptait Edouard Lockroy, gendre de Victor Hugo, parmi ses animateurs. Le quotidien tenait une place importante dans la presse de gauche, mais son tirage ne dépassait guère 20 000 exemplaires.

Nouveau venu dans la presse parisienne, le *Matin Français* affirmait des prétentions différentes de celles de ses confrères. Son premier numéro datait du 26 février 1884. Le journal se présentait comme l'édition française d'un quotidien du matin de langue anglaise *Morning News*, lancé par un Américain, Sam Chamberlain. Au mois d'octobre 1884, la plupart des actions du *Matin*, venaient d'être rachetées par Alfred Edwards, aidé de son père, banquier levantin d'origine anglaise.

Le numéro 59 du journal sorti le 29 septembre, apportait sans réserve son soutien aux candidates à l'Internat. En des termes analogues, *Le Petit Parisien* montrait ses sympathies pour le féminisme. Ce journal avait été fondé en 1876, et recrutait une clientèle populaire. Son prix modique de cinq centimes concurrençait les journaux à grand tirage. En 1881 l'article qui paraissait en faveur des femmes candidates à l'Internat, était signé du nom de Jean Frollo. Il est amusant de signaler que celui-ci

n'était autre que le pseudonyme attribué à Catulle Mendès, dont on connaît l'œuvre poétique (1).

Le 29 septembre, le *Voltaire* publiait un article de Paul Bert annoncé déjà par Augusta Klumpke dans la lettre à sa consœur, Blanche Edwards, que nous avons citée plus haut. La notoriété du signataire dans les milieux scientifiques, son audience auprès du gouvernement, laissaient prévoir que ce document ne tarderait pas à faire date en dépit du faible tirage, 10 000 exemplaires, de ce journal. Selon Paul Bert, les hommes embrassent la profession médicale par circonstance, par hérédité, la plupart du temps sans vocation générale. En revanche, les jeunes filles ont eu le courage, à l'époque tout au moins, sans le secours de l'éducation banale du collège, d'apprendre le latin, les sciences, de passer le baccalauréat et affronter les épreuves souvent "répugnantes" de l'instruction médicale. Elles sont, bien évidemment, soutenues par une vocation énergique, signe ordinaire d'une intelligence générale et d'une aptitude spéciale au-dessus de la moyenne. En conclusion, disait-il, la liberté professionnelle entraîne la liberté d'éducation. J'espère que le Ministre de l'Intérieur repoussera les pétitions contraires à la mesure libérale que vient de prendre le Conseil de l'Assistance Publique.

En écho à ce vœu, le journal *La Paix*, considéré comme l'organe officieux de l'Élysée, donnait, le 4 novembre, un article intéressant, qui d'ailleurs, reprenait les mêmes arguments, et qui était signé du nom de Léon Séché. On savait que le Président Jules Grévy ne resterait pas indifférent à la candidature des femmes à l'Internat, et que son influence s'exercerait sur le gouvernement.

Le 10 novembre, le quotidien littéraire, le *Gil Blas* au tirage de 30 000 exemplaires grand format, exposait sur deux colonnes, les raisons pour lesquelles il convenait de soutenir les candidates. L'article, du genre satirique, intitulé "La pudeur de Dorine", était du reste fort éloigné de la polémique rencontrée ailleurs. Beaucoup plus incisif se voulait Léon Millot, collaborateur de *La Justice*, le journal de Clemenceau et de Camille Pelletan. Une première publication le 13 novembre, avait rappelé les motifs principaux de la campagne. Ceux-ci étaient repris quatre jours plus tard, sous un titre accrocheur "Externe soit, Interne jamais". Certes les pouvoirs publics ne pouvaient rester indifférents aux arguments défendus avec tant de conviction. Le 31 juillet 1885, sous la pression de Paul Bert, devenu Ministre de l'Instruction Publique, le Préfet de la Seine, Eugène Poubelle prenait la décision d'autoriser les candidates à s'inscrire au concours de l'Internat des Hôpitaux de Paris qui allait s'ouvrir le 7 octobre suivant, à l'Assistance Publique.

Les autorités administratives avaient eu raison de l'opposition encore notable des médecins et des chirurgiens des Hôpitaux de Paris, mais aussi d'une majorité de professeurs de la Faculté de Médecine qui comptait, dans ses rangs, l'ancien doyen Vulpian. Augusta Klumpke a laissé de ce dernier un portrait remarquable d'après les souvenirs de ses démarches faites pour prendre sa première inscription à La Faculté de Médecine. De l'entretien accordé à la candidate, il faut retenir ce qu'elle en a rapporté dans le discours prononcé en mai 1927 au centenaire de Vulpian : "Le Doyen était un homme affable, courtois, d'une bienveillance extrême. On trouve, me dit-il, au Ministère, dans Les Chambres, tout un parti politique, Jules Ferry, Spuller, Gambetta, Paul Bert, d'autres, favorables aux mouvements d'émancipation de la femme, et qui veulent que les portes de l'enseignement supérieur leur soient largement ouvertes. Je ne suis pas de

cet avis. Quand je songe à ma mère restée veuve jeune, à tout ce que sa tendresse vigilante a été pour moi et pour mes frères, je dis que le rôle de la femme est de se créer un foyer, de se consacrer à son mari, à ses enfants, et, si elle reste seule, de diriger ses enfants toute sa vie". Ces arguments n'avaient pas ébranlé les convictions d'Augusta Klumpke. Au surplus, le propre assistant de Vulpian, Jules Dejerine, ne ménageait pas ses encouragements à cette jeune fille d'une remarquable intelligence, et lui conseillait de poursuivre la préparation de l'Internat. Admissible à son premier Concours d'Internat en 1885 avec la plus forte note de l'écrit, elle échoua de très peu à l'oral, sur une épreuve de médecine, injustement cotée par le Jury. Elle était reçue, l'année suivante, brillamment. On sait que, par la suite, elle devait s'affirmer comme neurologue et anatomo-pathologiste, aux côtés de Jules Dejerine qu'elle avait épousé en 1889.

Sa consœur, Blanche Edwards ne fut jamais nommée Interne titulaire ; elle atteindra la limite d'âge de 28 ans pour son dernier Concours et soutiendra sa thèse de doctorat en 1889, dans le Service du professeur Jean-Martin Charcot, à la Salpêtrière, thèse intitulée "L'hémiplégie dans quelques infections nerveuses". On peut signaler, à titre anecdotique, que Charcot avait marié l'une de ses filles à Alfred Edwards, homonyme de Blanche Edwards, mais sans aucun lien familial avec elle. Alfred Edwards, nous l'avons vu, était rédacteur en chef du journal *Le Matin*.

Au total, en 1884, la cause des femmes avait gagné du terrain, et la campagne de presse que nous venons d'évoquer venait de convaincre une grande partie de l'opinion publique, désormais acquise aux idées modernes. Lorsque, deux ans plus tard, Augusta Klumpke prit ses fonctions d'interne à l'hôpital de Lourcine, dans le Service du docteur Balzer, un journaliste du Figaro, alors peu connu, Gaston Calmette, vint lui rendre visite et lui consacra un article. Aux questions que posait celui qui devait devenir un jour directeur de ce journal, Augusta Klumpke répondit par ces simples mots : "Me voici installée ; vous me voyez au milieu de mon travail. Ces études me plaisent. La médecine me séduit. Je veux m'y consacrer toute entière, et comme on a beaucoup trop parlé de mes efforts d'étudiante, je voudrais que l'on me fit crédit de quelques années désormais". Peut-on mieux résumer le programme d'une vie professionnelle aussi bien remplie ?

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à Monsieur Jean-Claude Sorrel Déjerine qui nous a communiqué les archives de sa famille, lettres, photographies et journaux rassemblés par ses grand-parents, Madame le docteur Augusta Klumpke et le Professeur Jules Déjerine son époux. Ces précieux documents consignés par ses parents, Madame le Docteur Yvonne Sorrel Déjerine et le Professeur Etienne Sorrel, sont aujourd'hui confiés à l'Académie nationale de Médecine.

BIBLIOGRAPHIE

- (1) BELLANGER Cl., GODECHOT J., GUIRAL P., TERROU F. - Histoire générale de la presse française, Tome 3 - 682 p., PUF, Paris 1972.
- (2) DALL'AVA SANTUCCI J. - Des sorcières aux mandarines. Histoire des femmes médecins. 1 vol., 266 p., Calmann-Lévy, Paris 1989.

- (3) LABEY G. - Discours au banquet de l'Internat, *L'Internat de Paris*, n° 91, p. 27, 1937.
- (4) LACOMME M. - Premières femmes médecins. A propos du centenaire de la première thèse de doctorat en médecine à Paris par une femme, *Bull. Acad. Nat. Méd.*, 159, 753-759, 1975.
- (5) LEGAY F., BARBIZET C. - Blanche Edwards-Pilliet, femme et médecin, 1 vol., Cenomane, Le Mans 1988.
- (6) SCHULTZE Caroline. - La femme médecin au XIXe siècle, Thèse méd. Paris., 75 p., 1888.
- (7) SICARD A. - Un doyen misogyne et un recteur féministe, *Hist. Sc. Méd.*, 16 : 15-20, 1982.
- (8) SORREL-DEJERINE Y. - Allocution au dîner de l'Association des Femmes médecins, *Bull. Ass. Fr. Femmes Méd.*, 8, 30, 7-14, 1937.
- (9) SORREL-DEJERINE Y. - Les pionnières de la médecine française, *Bull. Ass. Fr. Femmes Méd.*, 3 : 5, 415-419. 1966.

SUMMARY

A press campaign during the last century in order to help women students of medicine as candidates for the "Internat des Hôpitaux de Paris".

In 1885, towards the end of the last century, young female french medical students were given the right to be "externes des Hôpitaux de Paris" (Non-resident students) on a part with male students.

Nevertheless they were still denied places at the "internat des hôpitaux" entrance examination (houseman or intern resident). Two years afterwards the feminist movement, putting their trust in public opinion, took hold of an opportunity to further their demands and had them published in several daily french newspapers.

This successful campaign finally enabled female medical students to sit an open "internat des hôpitaux" entrance examination. An american, Augusta Klumpke, became the first graduate in 1886 and went on to be recognised as one of the best neurologists in France a few years later.